

Mouvances islamistes

Le danger salafiste en Tunisie

En l'espace d'une année, le nombre des Jihadistes a quadruplé en raison de la fragilité sécuritaire

samedi 25 mai 2013, par [ALANI Alaya](#), [KSIBI Faouzi](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2013).

Interview de Alaya Allani, spécialiste des mouvements islamistes.

Le danger salafiste est devenu une vérité incontournable. L'assassinat de Chokri Belaïd, les événements du Mont Chaâmbi et, tout récemment, les affrontements avec les forces de l'ordre, jugés impies qu'il faut exterminer, à Kairouan et à la cité Ettadhamen en sont la preuve irréfragable.

Il est grand temps de tirer la sirène d'alarme pour arrêter cette escalade de la violence qui est sur le point de plonger notre paisible pays dans un bain de sang et de faire de lui un nouvel Afghanistan. Tous les indices rendent, malheureusement, ce scénario envisageable comme l'affirme Docteur Alaya Allani qui nous fait des révélations des plus choquantes sur le potentiel grandissant de ces groupes extrémistes dont le lien avec l'Aqmi est, enfin, établi et qui sont très actifs non seulement sur nos frontières mais aussi à l'intérieur du pays.

Le Temps : comment expliquez-vous que nos forces armées soient prises au dépourvu par ces groupes terroristes au Mont Chaâmbi, alors que l'opinion publique sait que, depuis l'assassinat de Chokri Belaïd, nos frontières avec l'Algérie sont bien gardées en raison de la poursuite des assassins présumés ?

D^r Allani : vous avez bien raison de poser cette question, mais sachez que la poursuite des terroristes date de décembre 2012 dans cette région ainsi que dans les zones limitrophes entre la Tunisie et l'Algérie, sur les 950 km de frontières séparant les deux pays, et aussi sur les 400 km des frontières sud avec la Libye. Ces terroristes se sont installés dans la zone du Mont Chaâmbi, de Tabarca, de Ain Draham et du Kef, c'est-à-dire tout au long de la ligne frontière ouest en raison de la nature du terrain caractérisé par des sommets élevés et des forêts qui leur offrent des refuges difficilement accessibles. En revanche, les zones sahariennes faisant frontière avec la Lybie sont découvertes. C'est pourquoi les terroristes ne s'y installent pas et évitent d'y créer des camps d'entraînement. Cette région du sud leur sert, seulement, de zone de transit, les terroristes qui entrent par les frontières libyennes cherchent, généralement, des complices du côté tunisien pour faire passer armes et munitions. Leur tâche est d'autant plus facile que la coordination avec les autorités libyennes est difficile au vu de la situation d'insécurité qui sévit à l'intérieur de ce pays.

Quels sont les renseignements révélés par les événements du Mont Chaâmbi ?

Ils montrent qu'il y a une présence de jihadistes en Tunisie dont la majorité sont des Tunisiens et parmi lesquels se trouvent, également, quelques Algériens. Les services de sécurité ont trouvé des pièces d'identités et des billets de banque algériens, par contre la présence de ressortissants libyens

ne peut pas être à l'heure actuelle confirmée.

Quel est le bilan des arrestations jusqu'à aujourd'hui ?

Depuis décembre 2012 jusqu'à aujourd'hui on dénombre près de 40 arrestations dans les rangs des Jihadistes ou des complices parmi la population vivant proche des zones frontalières. Par contre, les dernières opérations de Chaâmbi n'ont, toujours, pas abouti à des arrestations de Jihadistes, c'est-à-dire à partir de la date du 29 avril 2013, excepté, toutefois, deux complices qui leur fournissent de l'argent. Certes, le ratisage de ce mont permet de détruire les abris et les camps d'entraînement utilisés par les Jihadistes, mais la zone étant vaste, s'étalant sur près de 100km², sa surveillance nécessite une logistique plus importante pour appréhender plus de terroristes.

A-t-on réussi à en déclinier l'identité ?

Les Jihadistes appartiennent aux cellules dormantes d'Al-Qaïda, précisément à la « quatiba » (groupe armé) appelé « Okba Ibn Nafaâ » qui ont des relations avec certains partisans de « Ansar Charia ». La triste affaire de l'assassinat du commissaire Sboui l'illustre bien. Les premiers interrogatoires avec l'un de ses bourreaux, qui lui ont appliqué la Charia en l'égorgeant, dans la nuit de 1^{er} au 2 mai 2013, ont montré que le suspect faisait partie de la « police salafiste ». Le commissaire était chargé du dossier des Jihadistes, c'était le mobile du crime. Les premiers éléments d'enquête confirment que l'assassinat de ce dernier était décidé suite à une fatwa d'un Imam salafiste-jihadiste d'une mosquée située à Djebel Jeloud.

Quelles connexions existent-elles entre les Jihadistes d'Al-Qaïda et les Jihadistes d'Ansar Charia ?

Il s'agit d'une relation de collaboration et de coordination pour certaines activités. L'école de pensée pour les deux tendances est la même, Abou Yadh dit qu'il adopte les principes d'Al-Qaïda, mais qu'il n'appartient pas à ses structures. Les analystes considèrent cette déclaration très équivoque, et certains d'entre eux évoquent une semi alliance entre les deux mouvances.

Quelles sont les relations entre Salafistes Jihadistes et les Salafistes réformistes dits scientifiques ?

Il s'agit d'une relation qui repose, à la fois, sur des points de convergence et des points de divergence. Par exemple, les Salafistes réformistes croient au jihad mais ils estiment que le moment n'est pas opportun, alors que les Salafistes jihadistes considèrent que c'est déjà le moment de la pratiquer, c'est-à-dire dans l'immédiat, dans le but d'instaurer un Etat Islamique. Donc, il n'existe pas de différence entre les deux groupes au niveau du fond. Pour les Jihadistes de « Ansar Charia » ou « Al-Qaïda », le jihad se fait contre les étrangers qui occupent des terres musulmanes et les chefs d'Etat musulmans qui collaborent avec ces derniers, en particulier, les Américains et les Européens. Ceci dit qu'il y a une possibilité pour que les Salafistes réformistes et les Salafistes jihadistes collaborent ensemble surtout sur la question relative à la démocratisation du régime. En effet, à ce sujet, les deux tendances salafistes considèrent que la démocratie est un système anti-islamique. Ils estiment que les droits de la femme ne doivent pas contrarier le port du voile ou du niquab et la non mixité entre l'homme et la femme.

Avez-vous une idée sur leurs effectifs respectifs ?

Actuellement, les Salafistes réformistes sont évalués autour de 8 000 individus engagés dans le mouvement et de quelques dizaines de milliers de sympathisants évalués entre 30 000 et 40 000. Le nombre des Salafistes jihadistes, principalement ceux de la mouvance « Ansar Charia » est entre

3000 et 4 000 individus. Selon un rapport officiel, ils n'étaient que 800 il y a une année. Le nombre des Jihadistes s'est multiplié par quatre en raison de la fragilité sécuritaire. Le fait que le parti Ennahdha ait laissé le contrôle de dizaines de mosquées entre les mains des Salafistes jihadistes explique, également, cette augmentation.

Existe-il de rapports entre les Salafistes, toutes tendances confondues, et le parti Ennahdha ?

La connexion entre les Jihadistes et Ennahdha est établie, d'après les chercheurs, à travers la branche salafiste du parti Ennahdha, animé par Sadok Chourou et Habib Ellouze. Ce sont eux qui dirigent les négociations avec les Jihadistes d'Abou Yadh. Pour le moment, les relations entre les deux partenaires passent par une période difficile mais gérable, selon les partisans de « Ansar Sharia », qui insistent sur le maintien de leur contrôle de quelques mosquées. Le parti Ennahdha, selon des analystes, croit que la carte des Salafistes peut servir à renforcer son potentiel électoral notant que la moitié de la base du parti Ennahdha est proche de la pensée salafiste. Je rappelle, à cet égard, que, pendant les opérations de poursuite contre les terroristes au Mont Chaâmbi, le parti Ennahdha accueille chaleureusement le prêcheur salafiste Mohamed Hassène et lui permet de tenir un discours dans un meeting, le 4 mai 2013, regroupant près de 20 000 personnes au bord de la mer de Hammamet, ce qui donne un coup fatal au tourisme qui connaît, déjà, d'énormes difficultés. Rappelez-vous que le lendemain de ce meeting, le ministre du tourisme critique sévèrement le tenue de ce rassemblement et que les journaux dénoncent les facilités accordées par le gouverneur pour son organisation et les Fatwas de Hassène hostiles à la modernité et surtout aux droits de la femme.

Selon vous, les raisons du durcissement de ce mouvement terroriste, dans notre pays, sont-elles internes ou bien externes ?

Tout d'abord, je dois préciser que cette opération a décelé le manque de préparation et d'équipements des forces de sécurité devant l'extension jihadiste qui se renforce de plus en plus. Le renforcement des activités terroristes est dû à des facteurs aussi bien internes qu'externes. Pour ces derniers, on peut citer les retombées de la guerre du Mali. Les Jihadistes repoussés du nord de Mali s'orientaient vers le Niger et vers quelques pays du Maghreb, notamment, la Libye qui connaît une fragilité sécuritaire aigue. D'ailleurs, les premières enquêtes policières parlent des Jihadistes d'Al Qaeda, Aqmi, d'origine tunisienne et algérienne arrivés à Chaâmbi à travers la Libye où la fragilité sécuritaire ne cesse de s'accroître surtout après la promulgation, le 5 mai 2013, de la loi de l'exclusion politique. Pour ce qui est des facteurs internes, il y a lieu de citer, tout d'abord, le faible rendement gouvernemental sur le plan socioéconomique et l'absence d'une stratégie religieuse basée sur le patrimoine religieux local, connu pour sa modération et sa tolérance, ce qui a permis la diffusion des approches de l'Islam radical importé par les Arabes afghans.

Il y a ensuite l'extension des activités Salafistes, à travers la création de plusieurs écoles coraniques et jardins d'enfants dirigés par eux échappant à tout contrôle de la part des autorités, l'organisation de stages de formation, en Tunisie, pour former des cadres salafistes, assurée par des associations religieuses privées saoudiennes et koweïtiennes, et l'absence d'une feuille de route concernant la date finale des élections, ce qui alimente la tension politique. Ajoutant à tout cela le projet de loi d'exclusion politique appelé « loi pour la protection de la révolution » soutenue par le parti Ennahdha et qui a suscité de vives réactions de protestation dans la société civile et politique. L'activité intensifiée des Jihadistes, dans notre pays, peut s'inscrire dans le cadre de la préparation de l'après élection, ils veulent s'imposer en tant qu'acteurs politiques essentiels sur la scène publique dans la prochaine phase.

Comment vous voyez les retombées des événements du Mont Châmbi ?

Elles seraient, sans doute, négatives si la situation en Algérie devenait confuse en raison des problèmes de santé du président Bouteflika, et si le gouvernement ne prenait pas au sérieux les menaces des Jihadistes et surtout de l'Aqmi qui s'apprête à installer un triangle jihadiste liant la Tunisie à l'Algérie et la Libye.

Quelles sont les chances de succès de ce triangle ?

Selon les Jihadistes d'Aqmi, la coordination se fait avec la région tunisienne de Kasserine, où les cellules d'Al Qaeda se sont installées récemment, et la région algérienne Tebessa - Skikda, où cette dernière a créé, depuis des années, des cellules d'activité. Pour les Jihadistes libyens, ils fournissent les armes et les camps d'entraînement. Ce triangle jihadiste peut se renforcer si la fragilité sécuritaire persiste dans les pays du Maghreb, un scénario qui reste tout à fait possible d'autant plus que la stabilité en Libye n'est pas pour demain, ce qui oblige la Tunisie et l'Algérie à coopérer davantage sur le plan sécuritaire. Une stratégie maghrébine antiterroriste s'impose à la lumière des transformations régionales.

Comment expliquez-vous cette agressivité débridée manifestée par « Ansar Charia » le weekend dernier ?

La dose de violence accompagnant l'interdiction du meeting Ansar Sharia s'explique, d'une part, par un contrôle gouvernemental limité concernant l'activité de plusieurs associations religieuses qui incitent à la violence et au « Takfir » (le fait de traiter d'impiété). Je pense que le gouvernement et l'Assemblée Nationale Constituante sont appelés à revoir et à vérifier les différentes activités de ces associations, leurs programmes et leurs ressources matérielles. D'autre part, cette violence excessive est due à l'absence d'une stratégie culturelle concernant la modernité et le mode de vie sociétal.

Quel est l'enseignement que l'on peut retenir de l'interdiction du meeting de « Ansar Charia » ?

Je crois que l'échec de Ansar Charia de tenir leur congrès s'explique par la détermination du gouvernement et du ministère de l'intérieur à appliquer la loi contre toute association et toute tendance transgressant la loi. Il faut souligner, à cet égard, que la neutralisation des ministères de souveraineté a permis aux forces de l'ordre d'accomplir leur tâche sans aucune intervention politique, c'est-à-dire d'appliquer la loi et non pas les consignes. Et ce qu'il faut noter encore c'est que, contrairement à l'attente des jihadistes, l'opinion publique n'a pas sympathisé avec eux, et les accrochages qui ont eu lieu ont opposé les agents de l'ordre à des jeunes marginalisés entre 15 et 30 ans. La vigilance des forces de l'ordre et leur professionnalisme ont permis d'éviter le pire et de minimiser les dégâts.

Le report du meeting d'Ansar Charia le 19 mai 2013 à Kairouan après son interdiction de la part des autorités constitue-t-il un repli tactique ou bien le début du déclin des Salafistes jihadistes en Tunisie ?

Je pense que la confrontation avec un gouvernement légitime ne peut pas leur permettre de remporter une victoire et que l'approche de religiosité que réclament « Ansar Charia » ne connaîtra jamais de succès, car la société tunisienne est attachée à un Islam modéré. Par conséquent, le déclin de Salafistes jihadistes reste très possible surtout avec les transformations régionales que nous vivons actuellement. La propagation de ce courant, dans notre société, est limitée et, historiquement, la Tunisie a refusé l'implantation du Wahabisme au début du 19^e siècle, précisément, en 1803 ; il est difficile qu'elle accepte un courant qui se situe à droite du Salafisme réformiste. J'espère, de ma part, que « Ansar Charia » rectifie son discours et révisé son approche

dans le sens de la conciliation avec un Islam zeitounien local, ouvert et rationnel et les valeurs universelles des droits de l'homme.

Dans un contexte pareil, la vénération de Dieu sera, de toute évidence, meilleure dans le cadre d'une société émancipée et qui jouit, pleinement, de ses droits.

Est-il soutenable de prétendre que les jours des Salafistes jihadistes sont comptés sur le plan politique ?

On peut dire que les Jihadistes craignent une marginalisation de leur tendance si les prochaines élections aboutissent à un paysage électoral mosaïque où régneraient les forces centristes et l'islam politique, ce que les derniers sondages ont démontré. Les Jihadistes d'Abou Yadh veulent à tout prix avorter toute alliance, dans l'avenir, entre le mouvement Ennahda et les autres partis démocratiques. Je crois que les Salafistes doivent revoir, profondément, leur stratégie pour éviter un déclin populaire et pouvoir participer à la vie politique en s'attachant à une vision de l'islam qui soit tolérante et à un programme politique convaincant.

Certains s'attendent à une assistance européenne en matière de sécurité pour faire face à ce terrorisme galopant pour des raisons géostratégiques évidentes. Etes-vous de cet avis ? Et si oui, quel type d'aide pourrait fournir l'Europe à la Tunisie ?

L'Europe est concernée par la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb, elle est consciente de la nature de la période de transition que traversent ces pays. La nature d'aide devrait être diversifiée, sur ce plan, par la fourniture de quelques équipements, la formation de cadres sécuritaires et militaires et la collaboration étroite entre les services de renseignement Euro-Maghrébine pour combattre le terrorisme et la criminalité organisée.

L'Europe devrait, aussi, développer sa coopération avec notre pays au niveau économique par le renforcement des investissements étrangers. Dans ce cadre, je pense que la Tunisie peut profiter de son statut en tant que membre privilégié de l'Union Européenne pour attirer des capitaux. L'appel à d'autres investissements américains et asiatiques peut, également, aider à débloquer la crise économique et financière. Cette coopération devrait s'établir, également, sur le plan politique, par la création d'ateliers qui traitent des réformes dans ce domaine touchant, entre autres, à la bonne gouvernance, l'instauration d'un Etat de droit et la sauvegarde des acquis de la femme. Un tel programme d'aide réduira au maximum les risques du fanatisme et du terrorisme qui trouvent dans l'état actuel des choses un terrain fertile pour s'installer et s'épanouir.

Recueillis par Faouzi Ksibi

P.-S.

* <http://www.letemps.com.tn/article-76450.html>